

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1593

20 juin 2014

### SOMMAIRE

AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l. .....	76426	KSAM Einkommen Aktiv .....	76427
Aqua-Rend .....	76427	Laboratoires Pharmedical S.A. ....	76418
Assenagon Alpha .....	76426	Larrainvial Asset Management Sicav .....	76422
Assenagon II .....	76428	Lecta S.A. ....	76430
BCV Dynamic Fund .....	76429	Leyne, Strauss-Kahn & Partners .....	76429
BCV Fund (Lux) .....	76429	LuxiPrivilège .....	76418
BNP Paribas A Fund .....	76428	Lux-Pension .....	76430
Braas Monier Building Group S.A. ....	76434	Marco Belusa S.A. ....	76424
Chartinvest S.A. ....	76422	Monte Carlo International Real Estate S.A. .....	76424
Deutscher Mittelstandsanleihen FONDS .....	76434	Parvest .....	76433
Dharma Investment S.A. ....	76426	Prisma Alternatives Fund .....	76463
eDreams ODIGEO .....	76431	Property Trust Fuerth, S.à r.l. ....	76463
EFG FP .....	76428	Pulsar (Lux) .....	76424
EMCap S.C.A. ....	76421	Real Estate Development S.A. ....	76419
Energiae Consult S.à.r.l. ....	76464	Saltus S.A. ....	76426
Eurostone S.A. ....	76464	SEB Optimix .....	76434
Findus Equity Co S.à r.l. ....	76464	Société de Gestion et d'Investissements Immobiliers .....	76420
Fondecos S.A. ....	76423	Sofimo S.A. SPF .....	76425
Galli S.A. ....	76421	Sumitomo Mitsui Trust Equity Fund .....	76431
Grissin S.A. ....	76420	Tiberius Absolute Return Commodity OP .....	76433
Heystone S.A. ....	76421	Tigoni Holding S.A. S.P.F. ....	76423
ING (L) FLEX .....	76419	Toolux Sanding S.A. ....	76423
ING (L) Protected .....	76419	UBS (Lux) SICAV 3 .....	76427
Intereal Estate Holding .....	76420	Universal-Investment-Luxembourg S.A. .....	76425
Intergest (Luxembourg) S.A. ....	76464	Valin Mittelstand Senior Debt Fund S.A., SICAV-SIF .....	76451
Investment Solutions .....	76425		
IPConcept (Luxemburg) S.A. ....	76434		
Kop Maeder Egli S.A. ....	76422		

**Laboratoires Pharmmedical S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 8.201.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

**STATUTORY GENERAL MEETING**

which is going to be held at the address of the registered office, on *11 July 2014* at 17.00 o'clock, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2013.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

*The board of directors.*

Référence de publication: 2014086636/534/17.

---

**LuxiPrivilège, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 46.388.

Le conseil d'administration de la Société invite les actionnaires de la Société à participer à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en présence de Maître Joëlle Baden, notaire à Luxembourg, le *28 juillet 2014* à 14.30 heures. Les actionnaires voudront bien prendre connaissance de l'ordre du jour de cette assemblée, qui est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation de la dissolution et mise en liquidation volontaire de la Société;
2. Nomination de Deynecourt, société à responsabilité limitée inscrite au Barreau de Luxembourg, ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, route d'Arlon 291, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 181.360, représentée par Me Philippe-Fitzpatrick Onimus, Avocat à la Cour, comme liquidateur de la Société et détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération;
3. Sous réserve de la nomination du liquidateur par l'assemblée avant le 20 juin 2014, instruction au liquidateur de vendre 23.902 actions de Foyer S.A. au prix de 88 euros (montant brut) par action pendant la période s'écoulant entre le 20 juin 2014 et le 4 juillet 2014 inclus, sous réserve de toute modification ultérieure du projet d'offre publique volontaire de rachat d'actions adopté par le conseil d'administration de Foyer SA en séance du 11 avril 2014;
4. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée générale extraordinaire sont invités à déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au guichet de State Street Bank Luxembourg SA à l'adresse suivante:

State Street Bank Luxembourg SA  
49, avenue J.F. Kennedy  
L-1855 Luxembourg

Les actionnaires souhaitant être représentés lors de cette assemblée pourront obtenir le formulaire de procuration auprès du même organisme et devront renvoyer ce formulaire complété le 24 juillet 2014 au plus tard par fax à l'attention de Mme Louise Chiappalone-Domiciliary Department auprès de State Street Bank Luxembourg S.A., au numéro (352) 46 40 10 413 et/ou par e-mail à l'adresse : Luxembourg-domiciliarygroup@statestreet.com.

Cette deuxième assemblée générale extraordinaire, faisant suite à l'assemblée générale extraordinaire le 12 juin 2014 dont le quorum de présence requis par la loi n'a pu être atteint et lors de laquelle aucun vote n'a eu lieu, se tiendra quelque soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés. Les décisions seront approuvées au suffrage de la majorité qualifiée des deux tiers des actions présentes ou représentées.

*Pour le conseil d'administration de la Société.*

Référence de publication: 2014086638/755/37.

---

**ING (L) Protected, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 82.219.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

de ING (L) PROTECTED, qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3 rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le *10 juillet 2014* à 10h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 31 mars 2014
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires (démission(s) et/ou nomination(s))

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014086635/755/19.

---

**ING (L) FLEX, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 41.873.

Notice is hereby given that the:

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of ING (L) Flex will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg on *10 July 2014* at 1.30 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the board of directors and of the auditors;
2. Approval of the annual accounts as of March 31, 2014;
3. Allocation of results;
4. Discharge to the directors;
5. Statutory appointments (resignation(s) and/or appointment(s)).

Registered shareholders will be admitted upon proof of their identity, provided they inform the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days prior to the meeting.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014086634/755/19.

---

**Real Estate Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 29.211.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *30 juin 2014* à 12.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080340/322/16.

---

**SOGEDIM, Société de Gestion et d'Investissements Immobiliers, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 24.871.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra extraordinairement le 30.06.2014 à 16.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2013;
- Affectation du résultat au 31.12.2013;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Continuation de l'activité de la société;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014080323/19.

---

**Grissin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 63.710.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 16.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la nomination par cooptation d'un nouvel Administrateur et décharge;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
4. Affectation du résultat;
5. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
6. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080338/322/18.

---

**Intereal Estate Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 30.540.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 15.00 heures dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014080335/322/17.

---

**Galli S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 40.111.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 30 juin 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014081963/1023/18.

---

**EMCap S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.  
R.C.S. Luxembourg B 165.088.

Les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires devant se tenir extraordinairement le 30 juin 2014 à 9h30 au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange avec l'agenda suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue dans les statuts;
2. Présentation du rapport du gérant et du rapport des membres du conseil de surveillance;
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 Décembre 2013;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge pleine et entière à donner au gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 Décembre 2013;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration,

Référence de publication: 2014081988/19.

---

**Heystone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 132.081.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 11.45 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation des Rapports: du Conseil de Surveillance, du Directoire et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux membres du Conseil de Surveillance, aux membres du Directoire et au Commissaire aux Comptes;
5. Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Directoire.

Référence de publication: 2014080336/322/17.

---

**Kop Maeder Egli S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.  
R.C.S. Luxembourg B 30.981.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 9.30 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080337/322/17.

---

**Chartinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 87.859.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu jeudi 3 juillet 2014 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080342/1267/16.

---

**Larrainvial Asset Management Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 162.041.

As the Annual General Meeting dated 2 May 2014 could not validly deliberate and decide on the items of the agenda, we are pleased to convene you to attend the

**SECOND ANNUAL GENERAL MEETING**

to be held at the registered office of the company on 30 June 2014 at 10.00 with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2013
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.l.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2014081999/755/21.

---

**Tigoni Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 32.924.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu mercredi 2 juillet 2014 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080353/1267/16.

---

**Fondec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 55.564.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080345/795/15.

---

**Toolux Sanding S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 1.753.667,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 142.041.

All the shareholders of the Company are convened to an

**ANNUAL GENERAL MEETING**

that will be held at the registered office on June 30, 2014 at 3.00 p.m. and having the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the annual accounts ended on 31 December 2013;
2. Approval of a report of the board of directors;
3. Approval of an auditor's report;
4. Allocation of result;
5. Full discharge (quitus);
6. Decision to renew the mandates of the directors;
7. Replacement of the statutory auditor;
8. Approval of the audited IFRS consolidated annual accounts ended 31 December 2013;
9. Decision relating to the deposit and publication of the audited IFRS consolidated annual accounts;
10. Empowerment;
11. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014080327/9463/23.

---

**Pulsar (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 53.010.

—  
Da kein Aktionär zur Generalversammlung am 2. Mai 2014 anwesend oder ordnungsgemäß vertreten war, werden die Aktionäre hiermit zur

**ZWEITEN ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 7. Juli 2014 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung beschließen soll:

*Tagesordnung:*

1. Kenntnisnahme des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichts des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebnisuweisung per 31. Dezember 2013
3. Tantiemen
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
5. Satzungsgemäße Ernennungen
6. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung verlangen keine besondere Beschlussfähigkeit. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien einen Arbeitstag vor dem Datum der Versammlung bei der KBL European Private Bankers, 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg hinterlegen.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2014078150/755/22.

---

**Monte Carlo International Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 52.460.

—  
Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 30 juin 2014 à 16.30 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080339/322/17.

---

**Marco Belusa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 18.397.

—  
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080351/795/15.

---



**Sofimo S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 31.023.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège de la société à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du vendredi, 27 juin 2014 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2013.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2013 et décision relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2013.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décharge à donner aux administrateurs de ne pas avoir tenue l'Assemblée Générale Ordinaire au jour fixé par les statuts
5. Elections statutaires
6. Divers

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2014078812/7759/22.

---

**Investment Solutions, Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu lundi 07 juil. 2014 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080347/1267/17.

---

**Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds INFRASTRUKTUR-UI-Fonds FCP-FIS, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde erstmals beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, 20. Juni 2014.

*Für den INFRASTRUKTUR-UI-Fonds FCP-FIS*

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Katrin Nickels

Référence de publication: 2014081930/15.

(140096208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

---

**Dharma Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 73.992.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *30 juin 2014* à 14:00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080343/795/17.

---

**Saltus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.  
R.C.S. Luxembourg B 110.210.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui aura lieu le *27 juin 2014* à 9.00 heures au siège social de la Société, 9, rue de Saint Hubert à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013 - affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice écoulé.
4. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration*

F. Bracke

*Administrateur*

Référence de publication: 2014082000/18.

---

**AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 34.405.

**CLOSURE NOTICE OF AB INSTITUTIONAL SERIES C**

The board of managers of the Company decided to close the fonds commun de placement AB Institutional Series C as of 10 June 2014 as it never had any assets since its creation.

*The Board of Managers of AllianceBernstein (Luxembourg) S.à. r.l.*

Référence de publication: 2014084264/10.

---

**Assenagon Alpha, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014085158/9.

(140101628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

---

**Aqua-Rend, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 26.567.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 2 juillet 2014 à 12.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014080341/755/24.

**UBS (Lux) SICAV 3, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 137.430.

**CLOTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 avril 2014, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2014, LAC/2014/20936.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la Société d'investissement à capital variable «UBS (LUX) SICAV 3», ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 33A, Avenue J.F. Kennedy, constituée suivant un acte notarié, le 5 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 978 du 21 avril 2008.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 2551 du 14 octobre 2013.

Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés pendant la durée de cinq ans à l'ancien siège social de la société dissoute à L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067112/21.

(140078243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

**KSAM Einkommen Aktiv, Fonds Commun de Placement.**

Das Koordinierte Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014084237/9.

(140099435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**BNP Paribas A Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 145.536.

The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Friday, *July 18, 2014* at 2.00 p.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at March 31, 2014 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the registered office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to [fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com](mailto:fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com).

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2014086633/755/30.

---

**Assenagon II, Fonds Commun de Placement.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

Die Anteilhaber des Sondervermögens Assenagon II (fonds commun de placement) werden hiermit von Folgendem in Kenntnis gesetzt:

Das Liquidationsverfahren wurde zum 24. April 2009 beendet und die Depotbank hat den Liquidationserlös auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft mit Valuta 24. April 2009 den Anlegern ausbezahlt. Die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. hat den Liquidationsbericht geprüft und testiert.

Luxemburg, den 16. Juni 2014.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014084263/10183/12.

---

**EFG FP, Fonds Commun de Placement.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

Die Anteilhaber des Sondervermögens EFG FP (fonds commun de placement) werden hiermit von Folgendem in Kenntnis gesetzt:

Das Liquidationsverfahren wurde zum 9. November 2012 beendet und die Depotbank hat den Liquidationserlös auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft mit Valuta 20. Juni 2012 den Anlegern ausbezahlt. Die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. hat den Liquidationsbericht geprüft und testiert.

Luxemburg, den 16. Juni 2014.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014084262/10183/12.

---

**Leyne, Strauss-Kahn & Partners, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.132.

Les actionnaires de Leyne, Strauss-Kahn & Partners (la Société) sont invités à assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des Actionnaires de la Société le 9 juillet 2014 à 14.00 heures au siège social de la Société afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la résiliation du mandat de commissaire aux comptes de la société Fiduo, auprès de la Société, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009;
2. Ratification de la démission d'Ernst & Young de son mandat de réviseur d'entreprise agréé de la Société en date du 12 décembre 2013;
3. Nomination de la société BDO Audit, pour l'audit des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013;
4. Autorisation conférée au conseil d'administration de la Société, pour une durée maximale de 5 ans, de mettre en place un programme de rachat d'actions de la Société jusqu'à détenir au maximum 10% du capital social de la Société. Le montant global affecté au programme de rachat ne pourra dépasser le montant de EUR 8.000.000,- à un prix par action inférieur à EUR 15;
5. Nomination de Monsieur Mohamad Zeidan au poste d'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire;
6. Pouvoirs; et
7. Divers.

Les décisions concernant l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et seront prises à la majorité simple des voix exprimées. Chaque action donne droit à un vote.

Des formulaires de procuration et de vote (les Formulaires) sont disponibles sur simple demande à [snigro@lsk-partners.lu](mailto:snigro@lsk-partners.lu). Les actionnaires de la Société sont priés de retourner les Formulaires signés au siège social de la société au plus tard le 8 juillet 2014.

Les porteurs d'actions détenues en système de compensation peuvent justifier de leurs droits sur ces titres par une attestation fournie par le teneur de compte-titres.

*Le Conseil d'Administration de la Société.*

Référence de publication: 2014085097/32.

---

**BCV Fund (Lux), Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion signé en date du 15 mai 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERIFONDS (LUXEMBOURG) S.A.  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
Signatures

Référence de publication: 2014070660/11.

(140082677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

---

**BCV Dynamic Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion signé en date du 16 mai 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERIFONDS (LUXEMBOURG) S.A.  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
Signatures

Référence de publication: 2014073490/11.

(140085644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2014.

---

**Lux-Pension, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 88.078.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le jeudi 10 juillet 2014 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2014.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2014; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

FORTUNA BANQUE S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2014086637/755/30.

**Lecta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 72.198.

Notice is hereby given that an

**ORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING**

of the Company will be held on 8 July 2014 at the registered office of the Company at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg at 9.00 a.m. CET in order to deliberate on the following matters:

*Agenda:*

- a. Acknowledgement of the decision of the board of directors in its sole discretion to (i) solicit the consents from (a) the holders of the notes issued by the Company under the secured floating rate notes indenture entered into on 11 May 2012, by and between, among others, the Company as issuer, Deutsche Bank AG, London Branch as security trustee, principal paying agent, calculation agent and transfer agent, Deutsche Trustee Company Limited as trustee and Deutsche Bank Luxembourg S.A. as Luxembourg paying agent, registrar and transfer agent relating to the issue by the Company on 11 May 2012 of EUR 390,000,000.- secured floating rate notes due 2018 (the "Secured Floating Rate Notes Indenture") and the secured fixed rate notes indenture entered into on 11 May 2012, by and between, among others, the Company as issuer, Deutsche Bank AG, London Branch as security trustee, principal paying agent, calculation agent and transfer agent, Deutsche Trustee Company Limited as trustee and Deutsche Bank Luxembourg S.A. as Luxembourg paying agent, registrar and transfer agent relating to the issue by the Company on 11 May 2012 of EUR 200,000,000.- 8 <sup>7</sup>/<sub>8</sub> % secured fixed rate notes due 2019 (the "Secured Fixed Rate Notes Indenture" together with the Secured Floating Rate Notes Indenture referred to as the "Indentures") and (b) the lenders under the multicurrency revolving credit facility agreement entered into on 10 May 2012 between, among others, the Company as borrower and guarantor, Deutsche Bank AG, London Branch, Morgan Stanley Bank International Limited, UniCredit Bank AG Milan Branch and Credit Suisse International, as arrangers, and Deutsche Bank AG, London Branch, as facility agent, original issuing bank and security trustee (the "RCF"),

with the purpose to obtain a consent allowing the portability of the financing of the Company at a lower credit rating in case of change of control and (ii) decide on the fees and related costs in relation therewith, and, approval to the extent necessary of this transaction; and

b. Miscellaneous.

For the board of directors of the Company

Andrea Minguzzi

Director

Référence de publication: 2014085859/34.

---

**Sumitomo Mitsui Trust Equity Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion signé le 11 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

*Pour la société*

RBS (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014083286/10.

(140098499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

---

**eDreams ODIGEO, Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 159.036.

The board of directors of the Company is pleased to convene the shareholders of the Company to the

**ANNUAL GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING**

to be held in the City of Luxembourg at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, on 23 July 2014 at 4.00 p.m. CET, in order to vote on the agenda referred to below.

I. The agenda of the meeting is as follows:

*Agenda:*

1. Presentation of (i) the financial statements (consisting in the balance sheet, the profit and loss account and the notes to the accounts) for the Company's financial year ended on 31 March 2014 (the "Annual Accounts"), (ii) the report of the board of directors of the Company with respect to the Annual Accounts and (iii) the report prepared by Deloitte Audit, the certified auditor of the Company, concerning the Annual Accounts;
2. Approval of the Annual Accounts;
3. Presentation of (i) the consolidated financial statements (consisting in the consolidated balance sheet, the consolidated profit and loss account and the notes to the consolidated accounts) for the Company and its subsidiary undertakings as of 31 March 2014 (the "Consolidated Accounts"), (ii) the report of the board of directors of the Company in relation to the Consolidated Accounts and (iii) the report prepared by Deloitte Audit concerning the Consolidated Accounts;
4. Approval of the Consolidated Accounts;
5. Allocation of the results of the Company in relation to the financial year ended 31 March 2014;
6. Discharge to the directors of the Company for the exercise of their mandates as directors of the Company until 31 March 2014;
7. Discharge of Deloitte Audit for the exercise of its mandate as certified auditor of the Company until 31 March 2014;
8. Ratification of the appointment of Mr. Robert A. Gray as independent director of the board of directors of the Company.
9. Ratification of the appointment of Mr. James Hare as independent director of the board of directors of the Company.
10. Ratification of the appointment of Mr. Philip C. Wolf as independent director of the board of directors of the Company.
11. Miscellaneous.

II. Formalities to be completed in order to be able to participate in the general meeting

The general meeting is composed of all shareholders irrespective of the number of shares they hold.

Pursuant to article 14 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), only persons holding the capacity of shareholder on 9 July 2014 at midnight (Luxembourg time), hereinafter called the "Record Date", will be entitled to participate and vote at the general meeting of 23 July 2014.



Subject to the provisions below and no later than the Record Date, a shareholder wishing to attend the general meeting of 23 July 2014, in person or by proxy holder will have to demonstrate his/her willingness to do so by returning the declaration form confirming his/her participation, available on the website of the Company.

Holders of shares wishing to attend the general meeting of 23 July 2014 in person are invited to ask the financial institution managing their securities account to provide a document evidencing their capacity as shareholder on the Record Date. Upon presentation of such certificate, an admission card will be delivered to the holder.

Holders of shares wishing to participate in the meeting but not attending the meeting in person and wishing to be represented are required to return the proxy form available on the website of the Company, together with the certificate evidencing their capacity as shareholder on the Record Date, at the latest on 21 July 2014 at 4.00 p.m. CET.

### III. Questions in writing

Any shareholder may submit to the Company questions in writing that will be answered at the general meeting of 23 July 2014, separately or globally at the discretion of the Company, in accordance with article 7 of the Luxembourg law of 24 May 2011 concerning the exercise of certain shareholders' rights at general meetings of listed companies. The questions in writing must be sent to the Company. They must be accompanied by a certificate evidencing the relevant shareholders' capacity as shareholder on the Record Date.

### IV. Requests to add items or draft resolutions to the agenda

One or more shareholders who together hold at least 5% of the share capital have the right to put items on the agenda and to table draft resolutions regarding the items placed or to be placed on the agenda of the general meeting of 23 July 2014.

Requests by shareholders to put additional items or draft resolutions on the agenda must be sent to the Company on 1 July at the latest with a request to acknowledge receipt. Requests to add items to the agenda must be substantiated.

In case of such request, the Company will publish a revised agenda no later than 8 July 2014. The text of the draft resolution submitted by the shareholders will be posted as soon as possible on the corporate website of the Company.

### V. Voting forms

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or by facsimile or email to the address specified below. The shareholders may only use voting forms provided by the Company on the Company's website. These voting forms contain (i) the name and address of the shareholder, (ii) the number of votes the shareholder wishes to exercise and the direction of voting as well as any abstentions, (iii) the form of the shares held by the shareholder, (iv) the place, date and time of the meeting, (v) the agenda of the meeting, including the draft resolutions, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box and (vii) the signature of the shareholder. The information referred to in (i) to (iii) shall be inserted by or on behalf of the relevant shareholder. The information in (iv) and (v) will be included in the form by the Company.

The Company will only take into account voting forms received by 21 July at 4.00 p.m. CET.

### VI. Notices to the Company

Declaration forms, proof of shareholding, proxy forms, requests to add items and resolutions to the agenda, questions in writing and voting forms shall be addressed to:

eDreams ODIGEO  
1, Boulevard de la Foire  
L-1528 Luxembourg  
Tel.: +352 2686 871  
Fax: +352 2627 0799  
e-mail: [investors@edreamsodigeo.com](mailto:investors@edreamsodigeo.com)

### VII. Documents available on the website of the Company

The following documents and information are available for the shareholders on our website at ([www.edreamsodigeo.com](http://www.edreamsodigeo.com)):

- \* the present convening notice;
- \* the total number of shares and the voting rights as at the date of this convening notice;
- \* the documents to be submitted to the annual general shareholders' meeting;
- \* the draft resolutions of the annual shareholders' meeting;
- \* the declaration, proxy and voting forms;
- \* the professional experience and background of the directors of the Company;
- \* the directorships they hold in other companies, listed or otherwise;
- \* the directors' classification as executive, proprietary or independent; in the case of proprietary directors, indication of the shareholder they represent or have links with;
- \* the date of the directors' first and subsequent appointment as company directors; and



\* shares held by directors in the Company and any options on the same.

The above documents may also be obtained by shareholders upon written request sent to the following postal address:  
e-Dreams ODIGEO, 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Luxembourg, on 20 June 2014.

*The Board of Directors of the Company.*

Référence de publication: 2014085858/1092/98.

### **Tiberius Absolute Return Commodity OP, Fonds Commun de Placement.**

Die Verwaltungsgesellschaft des nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg als "fonds commun de placement" errichteten und zum öffentlichen Vertrieb zugelassenen Sondervermögens "Tiberius Absolute Return Commodity OP" mit den Anteilklassen R-EUR, ISIN: LU0329557622, WKN: A0M6XM ; V-EUR, ISIN: LU0329557465, WKN: A0M6XL ; I-EUR 10, ISIN: LU0329558273, WKN: A0M6XP; I-EUR 20, ISIN: LU0329558190, WKN: A0M6XN; D-EUR, ISIN: LU0426683974, WKN: A0RM6V; D-USD, ISIN: LU0426683628, WKN: A0X8KM; V-USD, ISIN: LU0426683461, WKN: A0X8KL; hat die Auflösung des Sondervermögens zum 13. November 2013 und die Liquidation desselben zum 6. Dezember 2013 beschlossen.

Der Liquidationserlös wurde den Anteilhabern des Sondervermögens unverzüglich nach Abschluss der Liquidation mit Valutadatum zum 6. Dezember 2013 von der Depotbank ausgezahlt. Die Liquidation ist damit vollständig abgeschlossen.

Luxembourg, im Juni 2014.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Référence de publication: 2014086641/1999/15.

### **Parvest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 33.363.

Since the presence quorum required under Article 67-1 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, i.e. at least half of the company's capital present or represented, was not achieved for the Extraordinary General Meeting on Thursday, June 19, 2014, a

#### **SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders will be held at 11.00 a.m. on Monday, July 21, 2014 at the premises of the Management Company BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, H2O Building, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

*A single point to the agenda:*

Modification of the following articles of the Articles of Association:

a) Article 14 - Net Asset Value:

The valuation of securities listed on a stock exchange will be based on the closing price on the Valuation Day in place of the closing price on the Order Acceptance Date.

This modification changes nothing the method of current valuation of these assets.

b) Article 28 - Financial Year:

The financial year will end on 31 December in place of the last day of February with the first time in 2014.

As a result of the point b), the Article 25 must be also changed to hold the Annual General Meeting of Shareholders in the four months of the end of the financial year:

c) Article 25 - General Meeting of Shareholders:

The Annual General Meeting of Shareholders will be held on 25 April at 3.00 p.m., and for the first time in 2015, in place of the third Thursday of June.

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, this second extraordinary general meeting's deliberations will be valid irrespective of the capital present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014086639/755/36.

**SEB Optimix, Fonds Commun de Placement.**

—  
KORREKTUR

Liquidation von SEB Optimix Chance (ISIN LU0066377101) und SEB Optimix Wachstum (ISIN LU0066376988) am 11. Juni 2014 (hiernach "die Teilfonds")

Wir möchten hiermit die Anteilhaber der Teilfonds SEB Optimix Chance und SEB Optimix Wachstum darüber informieren, dass in der am 11. Juni 2014 bekanntgemachten Mitteilung an die Anteilhaber ein Schreibfehler in der ISIN Nummer von SEB Optimix Wachstum war. Diese ist nicht "ISIN LU006636988", sondern "ISIN LU0066376988" zu lesen.

Luxemburg, den 17. Juni 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014086640/755/11.

---

**IPConcept (Luxemburg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.183.

Rectificatif du règlement de Werte & Sicherheit Nr. 1 coordonné au 26 mai 2014 de gestion du 20 mai 2014, déposé le 21 mai 2014, N° L140083401 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 16 juin 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014085500/12.

(140101305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.

---

**Deutscher Mittelstandsanleihen FONDS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das Koordinierte Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014085078/10.

(140099797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2014.

---

**Braas Monier Building Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.558.

In the year two thousand fourteen, on the sixth day of June.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Braas Monier Building Group S.A.", a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 148 558, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 07 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2112 on 28 October 2009. The articles of association have been amended for the last time on 28 March 2014 pursuant to a notarial deed, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

The meeting was opened at 2.00 p.m. CET with Mr. Carsten Opitz, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Ms. Christine Kröger, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Ikrame Dabaj, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) through the cancellation of all three million one hundred thousand (3,100,000) registered shares of the Company with a par value of one cent (EUR 0.01);

2. Increase of the share capital of the Company by and up to an amount of three hundred fifty-thousand euro (EUR 350,000) through the issuance of thirty-five million (35,000,000) new ordinary shares in bearer form with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

3. Change of the purpose of the Company;

4. Full restatement of the Company's articles of association;

5. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) through cancellation of the existing three million one hundred thousand (3,100,000) registered shares of the Company with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

The counter-value of the shares cancelled pursuant to the present resolution shall not be paid out but shall be entirely allocated to the share premium of the Company.

*Second resolution*

The general meeting then resolves to increase the Company's share capital from its amount reduced to zero euro (EUR 0) pursuant to the first resolution above, by and up to a new amount of three hundred fifty thousand euro (EUR 350,000) represented by thirty-five million (35,000,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, through the issuance of thirty-five million (35,000,000) new ordinary shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, all issued in the form of bearer shares.

All of the thirty-five million (35,000,000) new ordinary shares have been subscribed by Monier Holdings S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' register under registration number B 148539 ("MH"), here represented by Mr. Carsten Opitz, by virtue of a proxy given on 05 June 2014 in Luxembourg, at a total price of four hundred eleven million thirty-four thousand eight hundred thirty-five euro and seventy-seven cents (EUR 411,034,835.77), out of which three hundred fifty-thousand euro (EUR 350,000) shall be allocated to the share capital and four hundred ten million six hundred eighty-four thousand eight hundred thirty-five euro and seventy seven cent (EUR 410,684,835.77) shall be allocated to the share premium.

All of the thirty-five million (35,000,000) new shares shall be fully paid up in kind through the contribution by MH, to the Company of a claim with an aggregate value of four hundred eleven million thirty-four thousand eight hundred thirty-five euro and seventy-seven cents (EUR 411,034,835.77) (respectively, the "Claim" and the "Contribution").

The Contribution is made on the basis of a report established by KPMG Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 149133, independent auditor, dated 5 June 2014 (the "Report") and confirming, in accordance with articles 26-1, 31-2 (5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, that the value of the Claim is at least equal to the shares issued in consideration for the Contribution.

The conclusion of the valuation report is the following:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration."

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

*Third resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolves to amend the purpose of the Company as follows:

**“ Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may in particular hold directly or indirectly participations in any form in companies acting as manufacturer or supplier of pitched roof products, including both roof tiles and roofing components, as well as any other form of roofing materials, components, chimneys, related products and building materials generally.

2.3 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.4 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the pursuing of these purposes.”

*Fourth resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolves to fully restate the Company’s articles of association, which shall henceforth read as follows:

**“A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a public limited company (société anonyme) under the name Braas Monier Building Group S.A. (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may in particular hold directly or indirectly participations in any form in companies acting as manufacturer or supplier of pitched roof products, including both roof tiles and roofing components, as well as any other form of roofing materials, components, chimneys, related products and building materials generally.

2.3 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.4 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the pursuing of these purposes.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company (the “General Meeting of Shareholders”) adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the Board of Directors of the Company (the “Board of Directors”). It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General Meeting of Shareholders of the Company, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Directors.

4.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these ex-

traordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at three hundred fifty thousand euro (EUR 350,000), represented by thirty-five million (35,000,000) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each which are fully paid up.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The Board of Directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the opening of the subscription period which shall be announced in a notice setting such subscription period which shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") and two newspapers published in Luxembourg. The General Meeting of Shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholders in the manner required for an amendment of these articles of association. The Board of Directors may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholders in accordance with article 6 hereof.

### **Art. 6. Authorised capital.**

6.1 The Company's authorised capital excluding the issued share capital, is set at one hundred ninety-two thousand five hundred euro (EUR 192,500), consisting of nineteen million two hundred fifty thousand (19,250,000) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01). During a period of five (5) years from the date of publication of the resolutions of the extraordinary General Meeting of Shareholders held on 6 June 2014 or, as the case may be, of the resolution renewing or modifying such authorisation in the Mémorial, the Board of Directors is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limit of the authorised capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving a preferential subscription right for the existing shareholders. This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years from the date of publication of the resolutions of the Extraordinary General Meeting of Shareholders.

6.2 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association.

### **Art. 7. Shares.**

7.1 The Company may have one or several shareholders. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding a shareholder shall not cause the Company's dissolution.

7.2 The Company may repurchase or redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

7.3 The Company's shares shall be either in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the owner, subject to the exceptions provided for by the Law.

7.4 The Company may issue one or more certificates of bearer shares in global or individual bearer form which shall contain the information required by the Law. Such certificate(s) shall be signed by two directors, or by one director and one person delegated for that purpose by the Board of Directors in accordance with the provisions of the Law. The signatures shall be either manual, or printed or in facsimile. In case of a global bearer certificate deposited with a securities settlement system, the number of shares represented by such certificate shall be determined or determinable. As long as the shares of the Company are deposited with a securities settlement system, bearer shares represented by a single bearer share certificate which has been deposited with such a securities settlement system may only be represented by such single share certificate.

7.5 For shares in registered form a register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares in registered form is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

### **Art. 8. Ownership and transfer of shares - Register of shares.**

8.1 The shares may be entered without serial numbers into fungible securities accounts with financial institutions or other professional depositaries.

The shares held in deposit or on an account with such financial institution or professional depositary shall be recorded in an account opened in the name of the depositor and may be transferred from one account to another, whether such account is held by the same or a different financial institution or depositary. The depositor whose shares are held through such fungible securities accounts shall have the same rights and obligations as if he held the bearer shares directly.

8.2 The shares are freely transferable, subject to the provisions of the Law and these articles of association. All rights and obligations attached to any share are passed to any transferee thereof.

8.3 The Company will recognise only one (1) holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one (1) owner has been designated.

8.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

### **C. General meetings of shareholders**

#### **Art. 9. Powers of the General Meeting of Shareholders.**

9.1 The shareholders exercise their collective rights in the General Meeting of Shareholders.

9.2 The General Meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

#### **Art. 10. Convening of general meetings of shareholders.**

10.1 The General Meeting of Shareholders of the Company may at any time be convened by the Board of Directors, to be held at such place and on such date as specified in the convening notice of such meeting in Luxembourg.

10.2. The annual General Meeting of Shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Wednesday of the month of May at 10.00 a.m. CEST of each year. If such day is a legal holiday, the annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following business day at the same hour. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

10.3 The General Meeting of Shareholders must be convened by the Board of Directors upon request in writing indicating the agenda, addressed to the Board of Directors by one or several shareholders representing at least ten percent (10%) in the aggregate of the Company's share capital. In such case, a General Meeting of Shareholders must be convened and shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

10.4 The convening notice for any General Meeting of Shareholders shall contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, information regarding the shareholders' right to add items to the agenda of the general meeting of the shareholders, the clear and precise description of the procedures that shareholder must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the General Meeting of Shareholders, the Record Date (as defined below), the manner in which shareholders must register to be admitted, and the website and the mail and/or electronic address at which the complete text of any documents to be made available to shareholders and any draft resolutions to be adopted can be obtained. Subject to a shorter period being permitted by applicable law, such convening notice shall take the form of an announcement published thirty (30) days before the meeting at least in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in any other media which can easily and on a non-discretionary basis be accessed within the European Community, as well as on the website of the Company. If a new convening is necessary because of the non-compliance with quorum requirements in the first General Meeting of Shareholders and as far as the conditions for convening have been complied with regarding this first General Meeting of Shareholders and the agenda does not include any new item, the delay for the new convening notice reduced to seventeen (17) days before the General Meeting of Shareholders. When all the shares are in registered form, the Company may simply communicate the convening notices by registered mail unless the addressees have individually, expressly and in writing, accepted to receive the communication by another means of communication.

10.5 Convening notices shall be sent by ordinary mail thirty (30) days before the meeting to the members of the Board of Directors, as well as the auditor(s) of the Company, but no proof needs to be given that this formality has been complied with. In case the shares are listed on a stock exchange, the convening notices shall in addition be published in such other manner as may be required by laws, rules or regulations applicable to companies listed on such stock exchange from time to time.

10.6 Subject to a shorter period being permitted by applicable law, within a period starting with the publication of the convening notice of the General Meeting of Shareholders, any documents which must be made available to the shareholders for the relevant general meeting in accordance with applicable legal provisions will also be made available by the Company on its website.

10.7 One or several shareholders, representing in the aggregate at least five percent (5%) of the Company's share capital, may request the addition of one or several items to the agenda of any General Meeting of Shareholders and file draft resolutions in this respect. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter or by electronic mail at least twenty-two (22) days prior to the date of the General Meeting of Shareholders and shall be accompanied by a motivation or a draft resolution as well as by a proof of the shareholding of such shareholders and the address or e-mail address which the Company may use in order to deliver the acknowledgement of receipt of such



request. The Company acknowledges the receipt of such requests within forty-eight (48) hours of receipt and will make available a revised agenda at the latest fifteen (15) days prior to the General Meeting of Shareholders, if necessary.

10.8 Each shareholder has the right to ask question regarding the items on the agenda of the General Meeting of Shareholders. As soon as the convening notice is published, shareholders have the right to ask questions regarding the same items on the agenda. Shareholders wishing to exercise this right must submit their questions to the Company at least six (6) days before the General Meeting of Shareholders, along with a proof of the shareholding of such shareholder as of the Record Date, as defined below.

#### **Art. 11. Admission.**

11.1 Any shareholder who holds one or more share(s) of the Company on midnight (24.00 h CET) on the date falling fourteen (14) days prior to the date of General Meeting of Shareholders (the "Record Date") shall be admitted to participate and vote in the relevant General Meeting of Shareholders.

11.2 In case of shares held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository, a holder of shares wishing to attend a General Meeting of Shareholders shall obtain from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares recorded in the relevant account on the Record Date. The certificate shall be submitted to the Company at its registered address no later than twenty-four hours (24h) before the general meeting. The voting right can also be exercised through a proxy in accordance with article 12.3 below. The Board of Directors may set further details and a different period for the submission of the certificate and/or the proxy and/or the voting form in the convening notice for the meeting. Concrete forms and communication channels can be established in the convening notice for the granting and cancellation of a proxy to a proxy holder who's appointment has been arranged for by the Company.

#### **Art. 12. Conduct of general meetings of shareholders.**

12.1 A board of the meeting shall be formed at any General Meeting of Shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer. The chairman of the Board of Directors shall be the chair of any general meeting. In the event the chairman of the Board of Directors is for any reason unable to chair the General Meeting of Shareholders, any other member of the Board of Directors may chair the General Meeting of Shareholders as determined by the Board of Directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

12.2 An attendance list must be kept at any General Meeting of Shareholders.

12.3 A shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile or electronic mail certified by electronic signature in accordance with articles 1322-1 and 1322-2 of the Civil Code. One person may represent several or even all shareholders. In the event that the shareholder votes through proxies, the proxy, together with the certificate mentioned in article 11.2 above, has to be filed at the same time at the registered office of the Company or with any agent of the Company, duly authorised to receive such proxies. The convening notice of the meeting can establish relief from this requirement.

12.4 Each shareholder may vote at a General Meeting of Shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile or electronic mail to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least their names and addresses, the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by ticking the appropriate boxes, the number and class of shares voted. The Company will only take into account voting forms received twenty-four hours (24h) before the General Meeting of Shareholders which they relate to and accompanied by the certificate referred to in article 11.2 hereof. The Board of Directors may arrange for the appointment of a representative to exercise shareholders' voting rights in accordance with the instructions given by the respective shareholder.

12.5 The Board of Directors may determine further conditions concerning the identification of shareholders, their representatives and their instructions to vote or, if applicable, the security of electronic communication that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any General Meeting of Shareholders.

#### **Art. 13. Quorum and vote.**

13.1 No quorum shall be required for the General Meeting of Shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of association.

13.2 Each share entitles to one vote, subject to the provisions of the law and these articles of association. Unless otherwise required by law or by these articles of association, resolutions at a General Meeting of Shareholders duly convened shall not require any presence quorum and are adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.3 With respect to any resolution voted, the Company shall establish the number of votes validly cast, the proportion of the share capital represented and the number of votes in favour of or against the resolution, as well as abstentions if

and to the extent requested by any shareholder. If no such request is made in the General Meeting of Shareholders, the Company shall only be required to determine whether or not a proposed resolution has been adopted. Within fifteen (15) days after the date of the general meeting, the Company publishes on its website the result of the votes so determined.

**Art. 14. Amendment of the articles of association.**

14.1 Except as otherwise provided herein, any amendment of the articles of association requires a majority of at least two-thirds of the votes validly cast at a General Meeting of Shareholders at which at least half of the share capital is present or represented. In case the second condition is not satisfied, a second meeting may be convened in accordance with article 10.5 hereof (the convening notices being published seventeen (17) days before the meeting), which may deliberate regardless of the proportion of the share capital represented and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds of the votes validly cast. Abstention and nil votes will not be taken into account.

14.2 Where there is more than one class of shares and the respective resolution of the General Meeting of Shareholders is such as to change the respective rights of a particular class of shares, the resolution must also fulfil the conditions as to attendance and majority in the foregoing paragraph for such class of shares.

**Art. 15. Adjourning general meetings of shareholders.**

15.1 Subject to the provisions of the Law, the Board of Directors may adjourn any General Meeting of Shareholders, including any General Meeting of Shareholders convened in order to resolve on an amendment of the articles of association, for a maximum period of four (4) weeks.

15.2 The Board of Directors must adjourn any General Meeting of Shareholders if so requested by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the share capital of the Company. For the avoidance of doubt, the Board of Directors shall not be required to adjourn a meeting again which has been adjourned pursuant to this article 15 already.

15.3 By such an adjournment of a General Meeting of Shareholders, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

**Art. 16. Minutes of general meetings of shareholders.**

16.1 The board of any General Meeting of Shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting.

16.2 Any copy and excerpt of such minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the Board of Directors or by any two of its members.

**D. Management**

**Art. 17. Composition and powers of the Board of Directors.**

17.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) and a maximum of ten (10) members who do not need to be shareholders of the Company.

17.2 The Board of Directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the General Meeting of Shareholders.

**Art. 18. Daily management.**

18.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the Board of Directors.

18.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

**Art. 19. Appointment, removal and term of office of directors.**

19.1 The directors shall be appointed by the General Meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be reappointed for successive terms.

19.3 Each shareholder who holds at least twenty-five percent (25%) of the shares in the Company has the right to propose to each General Meeting of Shareholders a list of up to three (3) candidates to be appointed as directors of the Company by the General Meeting of Shareholders. The General Meeting of Shareholders shall proceed to a vote on any such proposal.

19.4 Each director is appointed by the General Meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.5 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the General Meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.6 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal



entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

**Art. 20. Vacancy in the office of a director.**

20.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

**Art. 21. Convening and conduct of meetings of the board of directors.**

21.1 Meetings of the Board of Directors shall be convened and held in accordance with the Board Bylaws, as defined below.

21.1 The Board of Directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

21.2 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.3 Meetings of the Board of Directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.4 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors.

21.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

21.6 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the Board of Directors which conflicts with the Company's interest, must inform the Board of Directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next General Meeting of Shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.7 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

21.8 The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 22. Bylaws of the Board of Directors - Committees.**

22.2 The Board of Directors determines its bylaws in a resolution and establishes such rules in writing (the "Board Bylaws").

22.3 The Board of Directors may (but shall not be obliged to unless required by law) establish one or more committees, including an audit committee and a nomination and remuneration committee and for which it shall, if one or more of such committees are set up, appoint the members, determine the purpose, powers and authorities as well as the procedures and such other rules as may be applicable thereto.

**Art. 23. Dealing with third parties.**

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the Board of Directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

**E. Audit and supervision**

**Art. 24 Auditor(s).**

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or more approved independent auditors (réviseur(s) d'entreprise agréé(s)) in accordance with applicable legal provisions.

24.2 The independent auditor(s) shall be appointed by the General Meeting of Shareholders, which shall determine their number and term of office. A former or current independent auditor may be re-appointed by the General Meeting of Shareholders.

24.3 Prior to the expiration of the relevant term of his appointment, an independent auditor may only be removed by the General Meeting of Shareholders with cause or with its approval.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 25. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

##### **Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.**

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital following the share capital reduction.

26.5 Upon recommendation of the Board of Directors, the General Meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6 In the event that distributions are made, each share shall entitle to the same fraction of any distribution.

26.7 The payment of the dividends to a depositary operating principally a settlement system in relation to transactions on securities, dividends, interest, matured capital or other matured monies of securities or of other financial instruments being handled through the system of such depositary discharges the Company. Said depositary shall distribute these funds to his depositors according to the amount of securities or other financial instruments recorded in their name.

26.8 Dividends which have not been claimed within five (5) years after the date on which they became due and payable revert back to the Company.

##### **Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

27.1 The Board of Directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

#### **G. Liquidation**

##### **Art. 28. Liquidation.**

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the General Meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

#### **H. Final clause - Governing law**

**Art. 29. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the laws in force in the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the Law and the law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders at general meetings of listed companies."

There being no further business, the meeting is closed.

##### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this present deed are estimated at approximately seven thousand euro.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with Us the notary this deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,  
s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Braas Monier Building Group S.A.», une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148558, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 7 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 28 octobre 2009 numéro 2112. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte notarié dressé le 28 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de M. Carsten Opitz, résidant à Luxembourg; lequel désigne comme secrétaire Mme Christine Kröger, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit Mme Ikrame Dabaj, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur.

L'assemblée étant ainsi constituée, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant

#### *Ordre du jour*

1. Réduction du capital social de la Société à concurrence d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) par l'annulation de l'intégralité des trois millions cent mille (3.100.000) actions nominatives de la Société ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune;

2. Augmentation du capital social de la Société par et jusqu'à un montant de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000) par l'émission de trente-cinq millions (35.000.000) nouvelles actions ordinaires au porteur ayant une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune;

3. Modification de l'objet de la Société;

4. Refonte complète des statuts de la Société;

5. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur, par les personnes comparantes resteront attachées à cet acte.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de procéder à la réduction du capital social de la Société d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) par l'annulation des trois millions cent mille (3.100.000) actions nominative existantes de la Société ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

La contre-valeur des actions annulées conformément à la présente résolution ne sera pas payée mais sera entièrement allouée à la prime d'émission de la Société.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant réduit à zéro euro (EUR 0) suite à la première résolution ci-dessus, par et jusqu'à un nouveau montant de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000) représenté par trente-cinq millions d'actions (35.000.000) ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, par l'émission de trente-cinq millions (35.000.000) nouvelles actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune et toutes émises sous la forme d'actions au porteur.

L'intégralité des trente-cinq millions (35.000.000) nouvelles actions ordinaires a été souscrite par Monier Holdings S.C.A, une société en commandite par actions, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148539 (ci-après «MH»), ici représentée par M. Carsten Opitz, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 05 juin 2014 à Luxembourg, pour un montant global de quatre cent

onze millions trente-quatre mille huit cent trente-cinq euros et soixante-dix-sept cents (EUR 411.034.835,77) dont trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000) ont été alloués au capital social et quatre cent dix millions six cent soixante-trois mille deux cent onze euros et quatre cent dix millions six cent quatre-vingt-quatre mille huit cent trente-cinq euros et soixante-dix-sept cents (EUR 410.684.835,77) ont été alloués à la prime d'émission.

L'intégralité des trente-cinq millions (35.000.000) nouvelles actions a été intégralement payée en nature par l'apport par MH à la Société d'une créance d'un montant total de quatre cent onze millions trente-quatre mille huit cent trente-cinq euros et soixante-dix-sept cents (EUR 411.034.835,77) (respectivement la «Créance» et l'«Apport»).

L'Apport est effectué sur la base d'un rapport établi par KPMG Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133, auditeur indépendant, daté du 5 juin 2014 (ci-après le «Rapport») et confirmant, conformément aux articles 26-1, 32-2 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales que la valeur de la Créance est au moins égale à la valeur des actions émises en contrepartie de l'Apport.

La conclusion du rapport d'évaluation rédigée en anglais est comme suit:

«Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration.»

Le Rapport restera annexé au présent acte afin d'être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'objet social de la société comme suit:

#### **« Art. 2. Objet.**

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

2.2 La Société peut notamment détenir directement ou indirectement des participations de toute forme dans des sociétés agissant en tant que fabricant ou fournisseur de produits de toiture en pente, en ce compris les tuiles et les composants de toiture, ainsi que les matériaux de toitures de toute forme, les composants, les cheminées, les produits connexes et les matériaux de construction d'une manière générale.

2.3 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.4 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.5 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires de la Société décide de procéder à une refonte complète des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

#### **«A. Dénomination - Objet - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom - Forme Juridique.** Il existe une société anonyme sous le nom Braas Monier Building Group S.A (ci-après la «Société») qui est régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et par les présents statuts.

#### **Art. 2 Objet.**

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

2.2 La Société peut notamment détenir directement ou indirectement des participations de toute forme dans des sociétés agissant en tant que fabricant ou fournisseur de produits de toiture en pente, en ce compris les tuiles et les composants de toiture, ainsi que les matériaux de toitures de toute forme, les composants, les cheminées, les produits connexes et les matériaux de construction d'une manière générale.

2.3 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.4 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.5 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires»), prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social de la Société pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration»). Le siège social de la Société pourra être transféré en toute autre ville au Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, prise selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

4.4 Dans le cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou sont imminents et qu'ils sont de nature à compromettre l'activité normale au siège social, le siège social peut être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires; ces mesures temporaires n'affecteront en rien la nationalité de la Société, qui nonobstant le transfert provisoire de son siège social, demeurera luxembourgeoise.

### **B. Capital social - Actions**

#### **Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000), représenté par trente-cinq millions (35.000.000) d'actions d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune, intégralement libérées.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.3 Toutes nouvelles actions à payer en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires/à l'actionnaire existant(s). Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, ces actions seront offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société. Le Conseil d'Administration devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date d'ouverture de la période de souscription qui devra être annoncée par un avis fixant le délai de souscription, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial») et dans deux journaux publiés à Luxembourg. L'Assemblée Générale des Actionnaires pourra restreindre ou supprimer ce droit préférentiel de souscription du/des actionnaire(s) existant(s) par l'adoption d'une décision dans les conditions requises pour la modification des présents statuts. Le Conseil d'Administration pourra restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après.

#### **Art. 6. Capital autorisé.**

6.1 Le capital autorisé, à l'exclusion du capital social émis, est fixé à un montant de cent quatre-vingt-douze mille cinq cent euros (EUR 192.500), représenté par dix-neuf millions deux cent cinquante mille (19.250.000) actions d'une valeur nominale d'un euro cent (EUR 0,01). Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la publication des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 6 Juin 2014 ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou de modifier une telle autorisation dans le Mémorial, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des actions, à attribuer des bons de souscription d'actions et à émettre tout autre type d'instrument convertible en actions dans les limites du capital autorisé au profit des personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes lui permettant notamment de procéder à cette émission sans qu'un droit préférentiel de souscription aux actions nouvellement émises ne soit réservé aux actionnaires existants. Cette autorisation pourra être renouvelé une ou plusieurs fois par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder une durée de cinq (5) ans à compter de la date de la publication de la décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

6.2 Le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts.

#### **Art. 7. Actions.**

7.1 La Société pourra avoir un ou plusieurs actionnaires. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout actionnaire n'entraînera pas la dissolution de la Société.

7.2 La Société peut racheter ou rembourser ses propres actions selon les conditions prévues par la Loi.

7.3 Les actions de la Société sont soit nominative ou soit au porteur, le choix étant laissé au propriétaire sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

7.4 La Société peut émettre un ou plusieurs certificats d'actions au porteur sous forme globale ou individuelle au porteur qui devra contenir toutes les informations prescrites par la Loi. Ces certificats doivent être signés par deux administrateurs, ou par un administrateur et une personne mandatée à cet effet par le Conseil d'Administration en conformité avec les dispositions de la Loi. La signature pourra être soit manuscrite, par impression ou par télécopie. Dans le cas de certificat au porteur sous forme globale déposé auprès d'un système de règlement des opérations sur titres, le nombre d'actions représentées par un tel système devra être déterminé ou déterminable. Tant que les actions de la Société sont déposées auprès d'un système de règlement des opérations sur titres, les actions au porteur représentées par un unique certificat d'actions au porteur qui ont été déposées auprès d'un tel système de règlement des opérations sur titres ne peuvent être représentées que par ce seul certificat.

7.5 Pour les actions sous forme nominatives, un registre d'actions doit être tenu au siège social de la Société, où il sera mis à la disposition de tout associé pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. La propriété des actions sous forme nominative est établie par l'inscription dans ledit registre. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

#### **Art. 8. Propriété et transfert des actions - Registre d'actions.**

8.1 Les actions peuvent être introduites sans numéro de série dans des comptes de titres fongibles auprès d'institutions financières ou d'autres dépositaires professionnels. Les actions détenues en dépôt ou sur un compte d'une institution financière ou d'un dépositaire professionnel doivent être enregistrées sur un compte ouvert au nom du déposant et peuvent être transférées d'un compte à un autre, que ce compte soit détenu par le/la même institution financière ou dépositaire différents ou par une institution financière ou un dépositaire différents. Le déposant dont les actions sont détenues à travers des comptes de titres fongibles doivent disposer des mêmes droits et obligations que s'ils détenaient directement les actions au porteur.

8.2 Les actions sont librement cessibles sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts. Tous les droits et obligations rattachés à chaque action sont transmis au cessionnaire.

8.3 La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plusieurs personnes, elles doivent désigner une mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une action détenue par plusieurs propriétaires jusqu'à ce qu'une (1) personne soit désignée comme propriétaire unique.

8.4 Toute cession d'actions nominatives sera opposable à la Société et aux tiers soit (i) par l'enregistrement de la déclaration de cession dans le registre d'actions, signé et daté par le cessionnaire et le cédant ou par leurs représentant respectifs, soit (ii) sur notification de la cession à la Société, ou par l'acceptation de la cession par la Société.

### **C. Assemblée générale des actionnaires**

#### **Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

9.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs au sein de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

9.2 L'Assemblée Générale des Actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

#### **Art. 10. Convocation à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

10.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration, afin d'être tenue au lieu et date tels que spécifiés dans l'avis de convocation de l'assemblée à Luxembourg.

10.2 L'assemblée générale annuelle des actionnaires devra être tenue chaque année au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée, le second mercredi du mois de mai à dix (10) heures CEST. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue le jour ouvrable suivant à la même heure. Les autres assemblées des actionnaires peuvent être tenues au lieu et place tels que spécifiés dans les avis de convocations respectifs de ces assemblées.

10.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires doit être obligatoirement convoquée par le Conseil d'Administration sur la demande écrite indiquant l'ordre du jour, d'un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins 10% du capital social de la Société. Dans ce cas, une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée et tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la réception d'une telle demande.

10.4 L'avis de convocation à toute Assemblée Générale des Actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, les informations concernant le droit des actionnaires d'inscrire des points à l'ordre du jour de l'assemblée, une description claire et précise des procédures que les actionnaires doivent suivre afin de pouvoir être en mesure de participer et de voter à l'assemblée générale, la Date d'Enregistrement (telle que définie ci-après), la manière avec laquelle les actionnaires doivent se faire enregistrer afin d'être admis, et le site internet et l'adresse postale et/ou l'adresse électronique où il est possible d'obtenir le texte intégral des documents devant être mis à la disposition des actionnaires et les projets de résolutions devant être adoptées. Sous réserve d'une période plus courte permise par la loi applicable, l'avis de convocation doit prendre la forme d'une annonce publiée trente (30) jours avant l'assemblée, au



Mémorial, dans un journal à Luxembourg et dans un autre média accessible facilement et de manière non discriminatoire au sein de la Communauté Européenne, ainsi que sur le site internet de la Société. Si une nouvelle convocation est nécessaire en raison du défaut des conditions de présence requises lors de la première assemblée convoquée et pour autant que les modalités de convocation à la première assemblée ont été respectées et qu'aucun nouveau point n'a été ajouté à l'ordre du jour, le délai pour toute nouvelle convocation est réduit à dix-sept (17) jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires. Lorsque toutes les actions sont sous forme nominatives, la Société peut simplement communiquer l'avis de convocation par lettre recommandée sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation par un autre moyen de communication.

10.5 L'avis de convocation doit être envoyé trente (30) jours avant l'assemblée par courrier ordinaire aux membres du Conseil d'Administration, ainsi qu'à/aux réviseur(s) d'entreprises agréé(s) de la Société sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Si les actions font l'objet d'une cotation en bourse, les avis de convocations devront également être publiés de toute autre manière qu'il peut être requis par les lois, règles ou réglementation applicables aux sociétés cotées sur ledit marché.

10.6 Sous réserve d'un délai plus court autorisé par la loi applicable, dans la période commençant à la date de la publication de l'avis de convocation à l'Assemblée Générale des Actionnaires, tout document qui doit être mis à la disposition des actionnaires pour l'assemblée correspondante en vertu des dispositions légales applicables, doivent également être mis à disposition sur le site internet de la Société.

10.7 Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins 5% du capital social de la Société, peuvent demander d'inscrire un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale des Actionnaires, et peuvent déposer des projets de résolutions à cet effet. Une telle demande doit être envoyée au siège social de la Société par lettre recommandée ou par courrier électronique au moins vingt-deux (22) jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires, et doit être accompagnée d'une justification ou d'un projet de résolution ainsi que d'une preuve de la détention des actionnaires en question ainsi que l'adresse postale ou électronique que la Société pourra utiliser afin de transmettre l'accusé de réception de cette demande. La Société accuse réception des demandes dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de sa réception et doit le cas échéant publier un ordre du jour révisé au moins quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

10.8 Chaque associé a le droit de poser des questions portant sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Actionnaires. Dès la publication de l'ordre du jour, les actionnaires ont le droit de poser des questions sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée. Les actionnaires désireux d'exercer ce droit doivent soumettre leurs questions à la Société au moins six (6) jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires, ainsi que la preuve de la détention de chacun de ces actionnaires à la Date d'Enregistrement, telle que définie ci-après.

#### **Art. 11. Admission.**

11.1 Tout associé qui détient une ou plusieurs actions de la Société le quatorzième jour à minuit (24h00 CET) précédant la date de l'Assemblée Générale des Actionnaires (ci-après la «Date d'Enregistrement») sera admis à participer et à voter à l'assemblée considérée.

11.2 Dans le cas où les actions sont détenues à travers un opérateur de système de règlement d'opérations sur titres ou à travers un dépositaire professionnel ou par un sous dépositaire désigné par le dépositaire, le détenteur d'actions désireux de participer à l'Assemblée Générale des Actionnaires devra obtenir de cet opérateur, ou du dépositaire ou du sous dépositaire un certificat attestant du nombre d'actions détenues dans le compte concerné à la Date d'Enregistrement. Le certificat devra être présenté au siège social de la Société au plus tard vingt-quatre (24) heures avant la tenue de l'assemblée générale. Le droit de vote peut également être exercé à travers une procuration conformément à l'article 12.3 ci-dessous. Le Conseil d'Administration peut fixer d'autres modalités et un délai de soumission différent du certificat et/ou de la procuration et/ou du bulletin de vote dans l'avis de convocation à l'assemblée. Le format et les moyens de communication pour ce qui est de l'octroi et de l'annulation d'une procuration à un mandataire dont la nomination a été effectuée par la Société peuvent être déterminés dans l'avis de convocation.

#### **Art. 12. Conduite de l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

12.1 Un bureau de l'Assemblée Générale des Actionnaires doit être constitué à toute Assemblée Générale des Actionnaires, composé d'un président, un secrétaire et d'un scrutateur. Le président du Conseil d'Administration devra présider toute Assemblée Générale des Actionnaires. Si le président du Conseil d'Administration est pour quelle que raison que ce soit dans l'impossibilité de présider l'Assemblée Générale des Actionnaires, tout autre membre du Conseil d'Administration pourra présider l'Assemblée Générale des Actionnaires comme déterminé par le Conseil d'Administration. Le bureau de l'assemblée devra tout spécialement veiller à ce que l'assemblée soit tenue conformément aux réglementations applicables, et plus particulièrement, en conformité d'avec les règles régissant la convocation, les règles de majorité, le décompte des votes et la représentation des actionnaires.

12.2 Une liste de présence doit être tenue à toute Assemblée Générale des Actionnaires.

12.3 Un actionnaire peut agir à toute Assemblée Générale des Actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique certifié par une signature électronique conformément aux dispositions de l'article 1322-1 et 1322-2 du Code Civil. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires. Dans le cas où un actionnaire vote par

procuration, la procuration ainsi que le certificat dont il est fait mention à l'article 11.2 ci-dessus, devront être déposés au même moment au siège social de la Société ou auprès de tout agent de la Société dûment autorisé à recevoir de telles procurations. L'avis de convocation à l'assemblée générale peut dispenser d'une telle exigence.

12.4 Chaque actionnaire peut voter à l'Assemblée Générale des Actionnaires à l'aide d'un bulletin de vote signé envoyé par courrier, télécopie ou courrier électronique au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée sur l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront au moins indiquer leurs noms, adresses, les lieu, date et heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée ainsi que pour chaque proposition trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition ou bien d'exprimer une abstention à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée, le nombre et la catégories des actions votant. La Société ne prendra en compte que les bulletins de vote reçus vingt-quatre (24) heures avant l'Assemblée Générale des Actionnaires à laquelle ils se rapportent et qui sont accompagnés du certificat dont il est fait mention à l'article 11.2 ci-dessus. Le Conseil d'Administration peut organiser la désignation d'un représentant afin d'exercer les droits de vote d'un actionnaire conformément aux instructions données par l'actionnaire en question.

12.5 Le Conseil d'Administration peut établir des conditions supplémentaires pour ce qui est de l'identification des actionnaires, de leurs représentants et leurs instructions de vote ou, le cas échéant, la sécurité des communications électroniques qui doit être respectée par les actionnaires afin qu'ils puissent prendre part à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

### **Art. 13. Quorum et vote.**

13.1 Aucun quorum n'est exigé afin que l'assemblée générale des actionnaires agisse valablement et délibère, sauf exigence contraire de la loi ou des présents statuts.

13.2 Chaque action donne droit à un vote, sous réserve des dispositions de la loi et des présents statuts. Sauf exigence contraire de la loi ou des présents statuts, les décisions d'une Assemblée Générale des Actionnaires valablement convoquée ne nécessitent aucun quorum de présence et seront adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présente ou représentée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.3 Pour toute décision votée, la Société devra établir le nombre de votes valablement émis, la portion du capital représentée et le nombre de votes émis en faveur ou contre la décision, ainsi que les absentions si et dans la mesure où cela est demandé par tout actionnaire. Si une telle demande n'est pas effectuée lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires, il sera seulement demandé à la Société de déterminer si une proposition a été adoptée ou non. Dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de l'Assemblée Générale des Actionnaires, la Société procédera à la publication sur son site internet du résultat des votes ainsi exprimés.

### **Art. 14. Modification des statuts.**

14.1 Sauf disposition contraire, toute modification des statuts nécessite une décision adoptée au moins à la majorité des deux tiers des votes valablement émis de l'Assemblée Générale des Actionnaires, à laquelle au moins la moitié du capital est présent ou représenté. Dans le cas où la seconde condition ne serait pas satisfaite, une deuxième assemblée peut être convoquée dans le respect des dispositions de l'article 10.5 ci-dessus (les avis de convocations doivent être publiés dix-sept (17) jours avant la tenue de l'assemblée), qui devra délibérer quelle que soit la portion du capital social représenté et au cours de laquelle les décisions sont prises au moins à la majorité des deux-tiers des votes valablement exprimés. Les abstentions ainsi que les votes nuls ne seront pas pris en compte.

14.2 Lorsqu'il existe plus qu'une catégorie d'action et qu'une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires vise à changer les droits respectifs d'une catégorie d'action particulière, la décision devra respecter les conditions de présence et de majorité du paragraphe précédent pour cette catégorie d'action.

### **Art. 15. Report des Assemblées Générales d'Actionnaires.**

15.1 Sous réserve des dispositions de la Loi, le Conseil d'Administration peut reporter toute Assemblée Générale des Actionnaires, en ce compris toute Assemblée Générale des Actionnaires convoquée pour décider de la modification des statuts, jusqu'à quatre (4) semaines maximum.

15.2 Le Conseil d'Administration peut procéder à l'ajournement d'une Assemblée Générale des Actionnaires sur demande d'un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Afin d'éviter tout doute, le Conseil d'Administration ne doit pas à nouveau ajourner une assemblée qui a déjà fait l'objet d'un ajournement en vertu du présent article 15.

15.3 Par un tel report d'une Assemblée Générale des Actionnaires, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

### **Art. 16. Procès-verbaux de l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

16.1 Le bureau de toute Assemblée Générale des Actionnaires doit rédiger le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée.

16.2 Toute copie et extrait du procès-verbal destinés à être produits dans le cadre d'une procédure judiciaire ou communiqués à un tiers doivent être signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux de ses membres.



## D. Administration

### Art. 17 Composition et pouvoirs du Conseil d'Administration.

17.1 La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) et maximum dix (10) membres qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la Société.

17.2 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et prendre toute mesure nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

### Art. 18. Gestion journalière.

18.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité d'avec l'article 60 de la Loi, être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou autre agents, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation ainsi que leurs pouvoirs seront déterminées par une décision du Conseil d'Administration.

18.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

### Art. 19. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

19.1 Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui devra déterminer leur rémunération et la durée de leur mandat.

19.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

19.3 Chaque actionnaire qui détient au moins vingt-cinq pourcent (25%) des actions de la Société a le droit de proposer lors de chaque Assemblée Générale des Actionnaires une liste de jusqu'à trois (3) candidats pouvant être nommés en tant qu'administrateurs de la Société par l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée Générale des Actionnaires devra procéder à un vote sur chacune de ces propositions.

19.4 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des votes valablement exprimés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

19.5 Chaque administrateur, peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motifs par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple des votes valablement exprimés.

19.6 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement s'il nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant d'un (1) seul administrateur de la Société et ne peut pas être en même temps un administrateur de la Société.

**Art. 20. Vacance d'un poste d'administrateur.** Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, à la démission ou pour une autre raison, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée qui ne saurait excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée des actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité d'avec les dispositions légales applicables.

### Art. 21. Convocation et conduite des réunions du Conseil d'Administration.

21.1 Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées et tenues en accord avec le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration tel que défini ci-dessous.

21.2 Le Conseil d'Administration doit élire parmi ses membres un président. Il peut également nommer un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque réunion du Conseil d'Administration.

21.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant comme mandataire un autre membre du Conseil d'Administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication analogue, la copie de cette désignation constitue une preuve suffisante d'un tel mandat. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs administrateurs mais pas tous les administrateurs.

21.4 Les réunions du Conseil d'Administration peuvent également être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant aux personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes et les autres de manière continue et de participer de manière effective à ces réunions. La participation à une réunion du Conseil d'Administration par le biais d'un de ces moyens de communication est considérée comme équivalente à participation physique et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

21.5 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors d'une réunion.

21.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président à une voix prépondérante.

21.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur, qui a directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du Conseil d'Administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le Conseil d'Administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du Conseil d'Administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Le conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires et avant toute prise de décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires sur tout autre point de l'ordre du jour.

21.8 Les règles relatives au conflit d'intérêt ne s'appliquent pas lorsque la décision du Conseil d'Administration se rapporte à des opérations courantes, conclues dans des conditions normales.

21.9 Le Conseil d'Administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, télécopie, par courrier électronique, ou par tout autre moyen de communication analogue. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'ensemble des consentements constitue une preuve de l'adoption des décisions. La date à laquelle les décisions sont adoptées est la date de la dernière signature par un administrateur.

#### **Art. 22. Règlement Intérieur du Conseil d'Administration - Comités.**

22.1 Le Conseil d'Administration décide de son règlement intérieur dans une décision et fixe ses règles par écrit (le «Règlement Intérieur du Conseil d'Administration»).

22.2 Le Conseil d'Administration peut (mais n'y est pas obligé sauf si requis par la loi) établir un ou plusieurs comités, incluant un comité d'audit et un comité de nomination et de rémunération et pour lequel il doit, si ou plusieurs comités sont créés, nommer les membres, définir leur mission, leur pouvoirs et compétences ainsi que les règles s'y afférent le cas échéant.

#### **Art. 23. Relations avec les tiers.**

23.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites fixées par ladite délégation.

23.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le Conseil d'Administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

### **E. Audit et surveillance**

#### **Art. 24. Réviseur(s) d'entreprise agréé(s).**

24.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) conformément aux dispositions légales applicables.

24.2 Le(s) réviseur(s) d'entreprise agréé(s) doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui déterminera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat. Un réviseur d'entreprise agréé actuel ou ancien peut faire l'objet d'une nouvelle nomination par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

24.3 Avant l'échéance du terme de son mandat, le réviseur d'entreprise agréé ne peut être révoqué que pour un motif valable ou avec son consentement.

### **F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices- Acomptes sur dividendes**

**Art. 25. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

#### **Art. 26. Comptes annuels- Affectation des bénéfices.**

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil d'Administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social après réduction.

26.4 Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

26.5 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

26.6 Le paiement de dividendes effectué auprès d'un dépositaire, opérant principalement un système de règlement lié à des transactions sur titres, intérêts, capitaux échus, ou toute somme échue provenant de titres, ou d'autres instruments financiers gérés par le biais du système de ce dépositaire, libère la Société. Le dépositaire doit distribuer ces fonds au déposant en accord avec le montant de titres ou autres instruments financiers enregistrés à son nom.

26.7 Les dividendes qui n'auraient pas été réclamés dans un délai de cinq (5) ans après la date à laquelle ils sont devenus dus et payables reviennent à la Société.

**Art. 27. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

27.1 Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la loi et des présents statuts.

**G. Liquidation**

**Art. 28. Liquidation.**

28.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

28.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif de la Société sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

**H- Final clause - Loi applicable**

**Art. 29. Loi applicable.** Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, plus particulièrement avec la Loi et la loi du 24 mai 2011 portant sur l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées.»

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont évalués à environ sept mille euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. OPITZ, C. KRÖGER, I. DABAJ, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 juin 2014. EAC/2014/8109. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.*

Référence de publication: 2014081407/955.

(140096768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

**Valin Mittelstand Senior Debt Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 187.738.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of June.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

IKB Deutsche Industriebank AG, a public limited company established under the laws of Germany, having its registered office at Wilhelm-Bötzkes-Strasse 1, D-40474 Düsseldorf, Germany, duly represented by Mrs. Veronica Aroutiunian, advisor, having his professional address in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Düsseldorf (Germany), on 28 May 2014.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to document the deed of incorporation of a société anonyme, which it wishes to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

## Chapter I. - Form, Term, Object, Registered office

**Art. 1. Name and form.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a public limited company (société anonyme) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Valin Mittelstand Senior Debt Fund S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 13 February 2007") and the law dated 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 12 July 2013"), as such laws may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Company shall be in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

If the board of directors considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## Chapter II - Capital

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been registered on the official list of specialised investment funds provided for under article 43 (1) of the Law of 13 February 2007.

Upon incorporation the initial share capital of the Company was thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by three hundred and ten (310) shares.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be the Euro (EUR).

**Art. 6. Capital Variation.** The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

**Art. 7. Sub-Funds.** The board of directors may, at any time and subject to the conditions set out in the issuing documents of the Company, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or "sub-fund" of the Company's net assets (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

## Chapter III - Shares

**Art. 8. Form of Shares.** The Company may issue shares in registered form.

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The board of directors shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by any two members of the board of directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the board of directors may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders, by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the board of directors may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The board of directors may decide to issue fractional shares up to three (3) decimal points. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

**Art. 9. Classes of Shares.** The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 with the exception of natural persons and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for the Company or for each Sub-Fund.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-types and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall increase.

The board of directors may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The board of directors may, in the future, offer new classes of shares, subject to the conditions set out in the issuing documents of the Company. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, or any other features as the board of directors may determine from time to time. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

**Art. 10. Issue of Shares.** Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, unless otherwise provided for in the issuing documents of the Company.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class and/or in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company. In addition to the foregoing, the board of directors may determine to restrict the purchase of shares



when it is in the interest of the Company and/or its shareholders to do so, including when the Company or any Sub-Fund reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company or Sub-Fund.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the board of directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments or other sanctions on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the board of directors by a Luxembourg independent auditor.

**Art. 11. Redemption.** The board of directors shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the board of directors considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

**Art. 12. Transfer of Shares.** Ordinary shares are transferable in accordance with the terms and conditions set forth in the issuing documents of the Company, provided that the purchaser qualifies as an institutional, professional or well-informed investor within the meaning of the Law of 13 February 2007.

Shares are freely transferable or assignable, in whole or in part, it being understood that

(i) if fully paid and issued Shares and/or outstanding Commitments are transferred or assigned, prior to such transfer or assignment: (a) the purchaser or assignee shall assume in writing all outstanding obligations of the seller under the commitment/subscription agreement entered into by the latter or otherwise, and (b) the Company's consent to such transfer or assignment of Shares shall be obtained, not to be unreasonably withheld;

(ii) if exclusively fully paid and issued Shares are transferred or assigned, i.e. without the transfer or assignment of any outstanding Commitments, the seller shall remain liable for all outstanding obligations under the commitment/subscription agreement entered by such seller or otherwise.

**Art. 13. Conversion, Consolidation and Splitting.** Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

The board of directors may consolidate or split the shares of a Sub-Fund.

A consolidation or split may also be resolved by a general meeting of shareholders of the Sub-Fund and / or class concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the shares present and represented.

**Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares.** The board of directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the board of directors considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the board of directors may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the board of directors shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In addition, should any investor or shareholder fail to comply with the obligations resulting from its commitment/ subscription agreement, including the payment of the relevant subscribed amounts when they become due, the Company may apply the procedure set forth in the issuing documents.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

The number of shareholders within each Sub-Fund will not exceed 99. If derogation from this rule shall be made for a specific Sub-Fund, such derogation has to be indicated in the appendix to the Placement Memorandum for the respective Sub-Fund.

**Art. 15. Net asset value.** The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or subtype of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all (debt) instruments, securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the market value of all swap or forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 8) the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- 9) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (1) The value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof;
- (2) Securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market trading regularly, being recognized and open to the public will be valued at the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the board of directors;
- (3) The market value of futures, swaps, forward or option contracts not traded on exchanges or on other organized markets means their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, swaps, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets are based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, swaps, forward or option contracts are traded by the Company; provided that if a futures, swaps, forward or options contract cannot be liquidated on the day with respect to which total net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract is such value as the board of directors may deem fair and reasonable;
- (4) The value of investments in loans and debt shall be valued at the actual nominal value outstanding plus accrued interest. Such value will be adjusted to reflect the appraisal of the Valuation Agent on the creditworthiness of the relevant debt instrument. The Valuation Agent will use best endeavors to continually assess this method of valuation and will recommend changes and take corrective action in certain circumstances;
- (5) Shares / units issued by money market related undertakings for collective investment shall be valued at their last available net asset value or in accordance with item (2) above where such shares / units are listed; and
- (6) All other non-publicly traded securities, other securities or (debt) instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the board of directors determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the board of directors either at their cost basis to the Sub-Fund or in good faith using verifiable methods it considers appropriate.

The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a committee appointed by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.



For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including inter alia administrative expenses, advisory, origination, servicing, product development and management fees, including incentive fees, depositary fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors; and
- 6) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the board of directors shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment managers or investment advisors, including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, depositary and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, if applicable, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value, the cost of printing certificates if any, and the costs of any reports to shareholders and reports to the Investment Manager, the cost of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

#### **Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds.**

- 1) The proceeds to be received from the issue of shares of a Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the relevant Sub-Fund;
- 2) Where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;
- 3) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;
- 4) Upon the record date for determination of the person entitled to any distribution declared on shares of any Sub-Fund, the assets of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution; and
- 5) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Fund or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith.

For the purposes of the net asset value computation:

- a) Shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the relevant Valuation Day and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- b) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day, and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;
- c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued on basis of the exchange rates used for the net asset value calculation of that same Valuation Day; and
- d) Where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in Euro will be converted into Euro on basis of the exchange rates used for the net asset value calculation of that same Valuation Day. The board of directors, in its discretion, may permit some other methods of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair realization value of any asset of the Company.

In the case of extensive redemption applications, the Company may establish the value of the shares on the basis of the prices at which the necessary sales of assets of the Company are effected. In such an event, the same basis for calculation shall be applied for subscription and redemption applications submitted at the same time.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. Subscriptions, conversions and redemptions will be effected on the basis of such second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of directors or by the Administration Agent which the board of directors appoints for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

**Art. 17. Suspension of Calculation of the net asset value.** The board of directors may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be promptly and accurately ascertained.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the board of directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the board of directors for any one Sub-Fund, the board of directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

#### **Chapter IV - Administration and management of the Company**

**Art. 18. Administration.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members, who need not be shareholders of the Company.

They shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify. However a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

In the event that, in any meeting of the board of directors, the number of votes for and against a resolution shall be equal, such resolution shall always be deemed rejected. The chairman shall have no casting vote.

**Art. 19. Operation and Meetings.** The board of directors shall choose a chairman from among its members and may elect one or more vice-chairmen from among them. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for writing and keeping the minutes of the meetings of the board of directors as well as of the meetings of shareholders.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all the meetings of the board of directors and of the shareholders. In his absence the directors may appoint another director (in respect of meetings of the board of directors), and the shareholders may appoint any other person (in respect of shareholders' meetings), as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by mail or fax of each director. A special notice shall not be required for a meeting of the board of directors being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may arrange to be represented at board meetings by appointing in writing or by mail or fax another director to act as a proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors may validly deliberate or act if at least the majority of the directors are present or represented at the meeting of the board of directors. If the quorum is not satisfied, another meeting shall be convened. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may in exceptional circumstances also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

**Art. 20. Minutes.** The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies of or extracts of the minutes, which may be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman or secretary or any two (2) directors.

**Art. 21. Powers of the board of directors.** The board of directors is vested with the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the objectives of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The board of directors may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The board of directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

**Art. 22. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two (2) directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 23. Delegation of Power.** The board of directors may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to directors or officers of the Company or to one or several natural persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors. Such delegated persons shall have the powers determined by the board of directors and may be authorised to sub-delegate their powers.

**Art. 24. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the board of directors or any one or more of the directors and/or managers

and/or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

For the avoidance of doubt, any director, manager or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business dealings.

In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

**Art. 25. Indemnification.** Each member of the board of directors, manager, officer, or employee of the Company ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each member of the board of directors, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

## Chapter V - General meetings

**Art. 26. General meetings of the Company.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting on the last Thursday of the month of April each year at 3.00 p.m. (or such other date as decided by the Board of Directors from time to time). If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved,

with no quorum requirement for the second call, and (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

**Art. 27. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares.** The provisions of article 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

**Art. 28. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares.** In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The board of directors shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted to the caisse de consignation on behalf of the persons entitled thereto in compliance with the applicable legal and regulatory provisions.

#### Chapter VI - Annual accounts

**Art. 29. Financial Year.** The financial year of the Company shall start on 1 January of each year and shall end on 31 December of the same year.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

**Art. 30. Distributions.** The general meeting of shareholders shall, upon proposal of the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the issuing documents of the Company.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these articles of incorporation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### Chapter VII - Auditor

**Art. 31. Auditor.** The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

#### Chapter VIII - Depositary

**Art. 32. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

If the depositary wishes to withdraw, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor depositary within two (2) months of such withdrawal. The board of directors may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in its place.



## Chapter IX - Winding-up - Liquidation

**Art. 33. Winding-up - Liquidation - Merger.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be natural persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

The Company may be merged into another Luxembourg special investment fund ("SIF") or into an undertaking for collective investment ("UCI") submitted to the part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment funds, in accordance with the 1915 Law and these articles of incorporation, subject to the condition that the investment objectives and policies of such other SIF or UCI are compatible with the investment objectives and policies of the Company. A merger can only become effective subject to the unanimous consent of all the Shareholders of the Company.

Moreover, the Company may also be contributed to a foreign UCI subject to the unanimous consent of all the Shareholders of the Company.

## Chapter X - General provisions

**Art. 34. Applicable Law.** In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

### *Transitional provisions*

- 1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2015.
- 3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

IKB Deutsche Industriebank AG, aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe, all the three hundred and ten (310) shares representing the share capital of the Company.

All the shares are entirely paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915, and expressly states that they have all been complied with.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at EUR 3,500.-.

### *General meeting of shareholders*

The incorporating shareholder, representing the Company's entire issued share capital, immediately passed the following resolutions:



1. The number of members of the board of directors is fixed at five (5).
2. The following persons are appointed as members of the board of directors of the Company:
  - Mr. Inder Bir Singh, born on 1 June 1965 in Ambala (India), residing at 7 Kings Warren, Oxshott KT22 0PE, United Kingdom;
  - Mr. Bruno Scherrer, born on 4 October 1969 in Strasbourg (France), residing at Chemin de Gilly 9, CH-1212 Grand-Lancy, Switzerland;
  - Mr. Luke Nunneley, born on 25 April 1963 in London (UK), professionally residing at 30B Burghley Road, London SW19 5HN, United Kingdom;
  - Mr. Francis Kass, born on 16 December 1971 in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), professionally residing at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
  - Mrs. Edith Magyarics, born on 2 May 1968 in Charleroi (Belgium), professionally residing at 13-15 Parc d'Activité, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.
3. The term of the office of the members of the board of directors shall end on the first annual general meeting of shareholders.
4. The address of the Company's registered office is set at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.
5. The independent authorised auditor (réviseur d'entreprises agréé) is PricewaterhouseCoopers, société cooperative, with registered office at 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 65477.
6. The mandate of the independent authorised auditor (réviseur d'entreprises agréé) ends on the date of the first annual general meeting of shareholders.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Signé: V. AROUTIUNIAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juin 2014. Relation: LAC/2014/25961. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014084208/673.

(140098913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

---

**Property Trust Fuerth, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.981.

---

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Property Trust Fuerth, S.à r.l.*

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014056130/13.

(140064327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---

**Prisma Alternatives Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.692.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Référence de publication: 2014056127/10.

(140064338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---

**Findus Equity Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.123.

*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 4 avril 2014, l'associé unique de la société, Liongem Sweden 1 AB, a décidé de transférer le siège social de la société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note des changements suivants:

- L'adresse professionnelle des gérants A James HILL et William SHOWALTER a changé du 18, Sono Square, W1D 3QL Londres, Royaume-Uni, au 1<sup>st</sup> Floor, 77 Kingsway, WC2B 6SR Londres, Royaume-Uni;

- L'adresse professionnelle du gérant A Sanjay K. MOREY a changé de 8, Sloane Court East, SW3 4TF, Londres, Royaume-Uni, au 200 Middlefield Road, Suite 104, Menlo Park, 94024 Californie, Etats Unis d'Amérique;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Carsten SÖNS

*Mandataire*

Référence de publication: 2014055960/21.

(140064656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---

**Energiae Consult S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 85A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.365.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014055952/10.

(140064419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---

**Intergest (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 40.478.

Les comptes annuels au 31/05/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/04/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014056024/12.

(140064294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---

**Eurostone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 46.542.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055956/9.

(140064445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

---